

Dossier n° 31  
« Le monde arabe dans la mondialisation »

Les révoltes de 2011 au sein du monde arabe ont pris leur essor dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale. Presque trois années après, cette région du monde reste en plein bouleversement, toute évolution politique étant par définition longue et aléatoire.

Quels leviers le monde arabe doit-il mobiliser pour dessiner le scénario le plus favorable possible, notamment pour la jeunesse par ailleurs très utilisatrice des nouveaux médias sociaux ? Comment peut-il s'insérer pleinement dans la mondialisation, ce qui suppose de combler conjointement déficit démocratique et dégradation des indicateurs économiques ?<sup>1</sup>

**Monde arabe et mondialisation : le point de vue de Mustapha Kamel Nabli, « grand témoin » Consultant international, ancien Gouverneur de la Banque Centrale de Tunis**

Se positionnant comme témoin mais également comme acteur des bouleversements en cours, Mustapha Kamel Nabli souligne d'entrée de jeu l'importance de la perspective historique. Une mesure exacte du changement actuel ne pourra se réaliser que sur le temps long. Ce n'est que dans une dizaine d'années au moins que l'on pourra le qualifier (ou non) de « transition démocratique », à condition qu'aient été établies des règles de transmission du pouvoir dans un cadre pacifié débouchant sur des élections justes et transparentes. En 2013, le monde arabe ne connaît que le début d'un processus vers une possible transition démocratique, que M. Nabli juge mal

engagé, ne décelant nulle part, même en Tunisie, des « signes clairs d'une probabilité élevée de succès ». Les soulèvements de 2011 ne peuvent cependant être qualifiés d'événements sans conséquences et ne se solderont pas par un retour au *statu quo* précédent. A l'expression « printemps arabe » qu'il estime par trop restrictive, M. Nabli préfère celle de « changement climatique », plus à même de qualifier le passage d'une « ère de glaciation » à une « période de réchauffement climatique », dont les conséquences pourraient certes être dramatiques mais qui sont porteuses en tout état de cause de transformations structurelles profondes.

Le monde arabe moderne a connu trois phases historiques, rappelle M. Nabli. La première a vu depuis le milieu des années cinquante jusqu'au milieu des années quatre-vingt la généralisation des indépendances. De nouvelles élites ont pris le pouvoir dans ces Etats en émergence, élites modernistes, laïques, et souvent issues des rangs de l'armée. Elles ont instauré un Etat fort, pleinement compétent sur l'ensemble du territoire, souvent autocratique, jouant un rôle central dans le développement économique et social, prenant appui sur des programmes de planification plus ou moins centralisée, privilégiant les politiques économiques de substitution aux importations, mais négligeant de s'ouvrir largement vers l'extérieur. Des programmes sociaux ont alors assuré la gratuité de l'éducation, de la santé, l'accès aux produits de base à un prix raisonnable. La croissance économique rapide des années 1960 et 1970, couplée à la multiplication des emplois dans le secteur public, a permis d'améliorer les indicateurs sociaux et de développement humain mais a dans le même temps facilité l'ancrage de régimes autoritaires de plus en plus basés sur la répression. Une première rupture dans ce « contrat social implicite » s'est manifestée dès 1982, avec la première crise économique du Maroc, qui s'est propagée vers d'autres pays, et s'est aggravée avec les deux chocs pétroliers. L'endettement, voire la faillite, ont désormais été les marques de fabrique de plusieurs pays du monde arabe, ne pouvant plus assumer le coût trop élevé de ce contrat social. Les politiques de substitution aux importations et de développement du secteur

(1) Ce dossier a été rédigé sur la base des analyses présentées lors du 31<sup>ème</sup> Rendez-vous de la mondialisation du 25 septembre 2013, qui s'est tenu au CERI Sciences Po. Dans les mots d'ouverture, Christian Lequesne, directeur du CERI et le représentant (Pierre Bollinger) de Jean Pisani-Ferry, Commissaire général à la stratégie et à la prospective ont tous deux invité à se méfier des approches par trop globalisantes, les pays du monde arabe restant très divers. Ils ont également insisté sur la volonté de dignité sociale et politique et sur le refus de l'appropriation des richesses par quelques-uns, les peuples arabes s'étant avant tout révoltés contre le chômage endémique, la corruption, le pouvoir d'achat érodé et la répression.

public ont alors atteint leurs limites. Sur fond de pétrole toujours abondant limitant *de facto* la diversification économique, ils ont connu une chute brutale des investissements, de la croissance économique et de l'emploi. Les processus d'ouverture politique lancés en réponse en Egypte, en Tunisie, au Maroc, en Algérie et au Moyen-Orient auraient pu permettre des réformes économiques profondes mais elles ont été de trop courte durée.

La répression a repris le dessus au nom de la stabilité. Le monde arabe, estime M. Nabli, est alors resté en marge du mouvement de démocratisation qui se répandait dans les autres régions du monde suite à la chute du Mur de Berlin, comme de la vague de mondialisation économique. Les années 1990 et le début des années 2000 ont été caractérisés par une faible croissance économique sur fond de crise démographique. Face à un taux d'accroissement record de la population active, les pays arabes se sont retrouvés incapables de créer suffisamment d'emplois. Pour stopper la détérioration des indicateurs économiques et de pauvreté, les gouvernements se sont tournés vers un nouveau modèle économique combinant rôle prépondérant de l'Etat et émergence d'un secteur privé proche du pouvoir, porte ouverte à un système de corruption et de privilèges.

Dans ce climat d'instabilité et de tensions sociales croissantes, les événements de 2010/2011 constituent une troisième période, placée sous le signe, insiste M. Nabli de la « rupture fatale ». Quatre régimes politiques (Tunisie, Egypte, Yémen, Libye) ont chuté rapidement, deux (Maroc, Jordanie) connaissent des réformes politiques importantes, un (Syrie) s'abîme dans une lutte meurtrière avec ses opposants au prix d'un coût humain dramatique. Les mouvements de contestation ont fait émerger dans les débats publics trois axes de revendication qui vont, dans tous les cas, se révéler permanents et changer la donne. Les citoyens, comme l'a montré une mobilisation dans la rue sans précédent, sont désormais déterminés à s'exprimer et à peser sur le cours des choses. S'y ajoute une demande récurrente de justice et d'équité, surtout parmi la jeunesse, réclamant la lutte contre la pauvreté et s'insurgeant contre l'enrichissement illicite. Enfin, une confrontation de plus en plus ouverte entre une approche conservatrice (portée notamment par les partis religieux) et une approche moderniste (davantage soutenue par les citoyens) se dessine. Ceci n'est pas une nouveauté en tant que telle mais la multiplication des acteurs rend les évolutions en

cours d'autant plus difficiles à déchiffrer. M. Nabli considère que le monde arabe se retrouve aujourd'hui face à un processus de longue haleine, sans doute non linéaire, avec en ligne de mire un retour progressif à la stabilité. Il souhaite d'autant plus une transformation des structures politiques que les défis concomitants sur le plan économique sont tout aussi majeurs. En effet, les difficultés en partie à l'origine des soulèvements de 2011 se sont aggravés. Le taux de croissance du PIB de l'Egypte a ainsi chuté ces trois dernières années à une moyenne de 2% par an (contre 5% durant la décennie 2000) à l'instar de ce qui s'est passé en Tunisie connaissant un repli similaire de 4,5% à 1,8% par an durant la période 2011-2013. Le taux de chômage a grimpé dans ce pays de 13,6% à 16,2% et celui de l'Egypte de 10% à 12,6%. Dans le même temps, l'Egypte passait du 98<sup>ème</sup> (2010) au 118<sup>ème</sup> rang (2012) et la Tunisie du 59<sup>ème</sup> (2010) au 75<sup>ème</sup> rang (2012) dans les classements de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption de *Transparency International*. Même des domaines auparavant relativement bien gérés connaissent désormais des difficultés tandis que certains secteurs économiques (cf. tourisme) sont sinistrés sur fond de forte fragilisation du secteur bancaire.

Toute reprise économique nécessitant un flux d'investissements privés suppose une ligne politique claire et des décisions courageuses selon M. Nabli. Il regrette l'« incompatibilité entre temps politique et temps économique » régnant dans le monde arabe et faisant des décisions économiques les « otages » des intérêts politiques de court terme. Pour tracer quelques perspectives, M. Nabli fait référence à une étude empirique récente de la Banque mondiale ayant distingué parmi 90 « transitions » repérées entre 1965 et 2008, 41 réussites rapides, 35 échecs, et 14 réussites graduelles. M. Nabli entend ranger l'Egypte et la Tunisie dans cette dernière catégorie, sachant qu'une telle transition est onéreuse car les gains tardent à se réaliser tandis que les coûts, exorbitants le plus souvent, s'imposent sans tarder.

En conclusion, M. Nabli choisit de laisser ouverte la question d'une meilleure intégration du monde arabe dans la mondialisation. Déficit démocratique et intégration limitée dans la mondialisation allant de pair selon lui, les régimes autocratiques précédents ne pouvaient pas permettre une ouverture économique dangereuse pour leur système politique. Face à une demande d'ouverture croissante vers l'extérieur mais aussi face à une demande d'équité en train de se transformer en une

demande d'intervention de l'Etat (avec ce que cela peut supposer de contrôle), tracer un scénario reste très malaisé. Seule certitude, le monde arabe qui vient sera beaucoup plus diversifié et encore plus complexe que le monde arabe que l'on a cru connaître.

### **« L'intégration du monde arabe dans la mondialisation : éléments d'appréciation » par Luis Martinez, directeur de recherche au CERI**

Il reste difficile, deux ans après les révoltes arabes d'en saisir vraiment le sens. Alors que la capacité de l'Occident à les prévoir a été quasi nulle en 2010, il devient d'autant plus « présomptueux » selon Luis Martinez de décréter quel sera leur point d'aboutissement dans cinq ou dix ans.

Il reste en revanche possible de dresser un constat. Ces mouvements ont éclaté après une période de croissance économique dans le monde arabe (3 à 5% par an) que l'on peut qualifier de correcte, laissant croire à une amélioration des conditions de vie macro-économiques. C'est ainsi que la Tunisie et l'Égypte étaient considérés comme les mieux intégrés dans l'économie globalisée, bénéficiant des *satisfécits* des grandes organisations internationales comme le FMI et la Banque mondiale. Sur le plan économique, le monde arabe se partage entre deux ensembles distincts selon L. Martinez : d'une part, les monarchies pétrolières du Golfe (Qatar, Emirats, Koweït, Bahreïn) représentant 28% de la richesse mais 3% seulement de la population dans cette région du monde et, d'autre part, les régimes militaires (Algérie, Libye, Irak...) représentant 25% de la richesse mais 60% de la population. Si certains pays, bénéficiant de la production pétrolière et gazière se sont intégrés dans l'économie mondiale (cf. l'importance des fonds d'investissement et le succès remporté par les compagnies aériennes des monarchies du Golfe), il n'existe que peu de grandes entreprises en dehors des grands « mastodontes » gérés par l'Etat. Cet environnement non concurrentiel, favorisant une ingénierie permanente dans la gestion, n'a que peu évolué sur la dernière décennie. L'augmentation du PIB arabe, passé de 800 dollars à 2600 milliards de dollars (2012) selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), repose sur l'augmentation du prix du baril de pétrole passé lui de 30 à plus de 100 dollars sur la même période. Trois quarts des exportations des pays arabes sont

constituées d'hydrocarbures sur un marché très concurrentiel que les pays arabes ne maîtrisent pas.

Les révoltes arabes ont donc été portées par les exclus de la croissance. Au-delà de l'appel à la dignité, elles ont mis à jour des « politiques de façade » dans lesquelles l'Etat s'appropriait à la fois les représentations, l'histoire, l'identité. On a ainsi redécouvert - un élément que la gestion autoritaire des Etats avait jusque-là étouffé - à savoir que les sociétés civiles existent et que, au sein du monde arabe, les uns et les autres n'ont sans doute plus la même envie de vivre ensemble dans un même Etat. C'est ainsi un nouveau visage des pays arabes qui se dessine. On réalise davantage désormais qu'en Tunisie par exemple coexistent un pays maritime, touristique, ouvert sur l'extérieur et un pays beaucoup plus rural, intérieur et replié sur lui-même. De même en Égypte se révèlent au grand jour des antagonismes idéologiques forts qui vont s'exacerbant, jusqu'à l'identification d'« ennemis politiques ».

Il importe de définir et de mettre en place des modes de gestion pacifiques et institutionnalisés de ces conflits. L'Égypte aujourd'hui ne veut pas prendre le temps de « domestiquer » les Frères musulmans et juge plus rapide de les interdire, alors qu'ils bénéficient d'une forte représentation au sein de la société égyptienne. Si le mode de fonctionnement en Tunisie paraît plus consensuel, il porte cependant en lui le risque de faire cohabiter des partis qui ne partagent pas le même agenda, ni la même vision de l'avenir dans un même gouvernement, de surcroît en proie à l'hostilité de ses voisins. L. Martinez s'inscrit clairement en faux contre ceux qui disent préférer le choix égyptien. Selon lui, l'option égyptienne retarde d'autant plus la nécessaire confrontation avec les enjeux à traiter, qui vont de la résorption des antagonismes sociaux à l'atténuation des divergences politiques en passant par la définition d'un nouveau modèle économique. Établissant un constat d'échec de trente ans d'illusions sécuritaires, il établit un parallèle entre monde arabe et Amérique latine. Les violences sociales sont très fortes en Amérique latine mais les institutions qui y existent ont permis, certes dans des conditions très difficiles, une meilleure expression et donc un meilleur règlement des conflits. C'est cette voie qui devrait inspirer le monde arabe car il a trop misé dans le passé sur la seule stabilité, aux dépens de la croissance économique et de la liberté politique, minées par l'augmentation des inégalités.



**« La mondialisation directe et indirecte dans le monde arabe » par Fabrice Balanche, directeur du Groupe de Recherches et d'Etudes sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à Lyon**

Tout comme existe le concept de rente directe et de rente indirecte dans le cas des revenus générés par les hydrocarbures, le concept de mondialisation directe et de mondialisation indirecte peut s'appliquer au monde arabe. Dans cette région du monde, analyse Fabrice Balanche, certains pays ne vivent la mondialisation que par le biais de pôles extérieurs, dans un rapport centre-périphérie qui reflète leur dépendance vis-à-vis des pays du Golfe.

Précisant sa pensée, F. Balanche rappelle combien les pays du Golfe ont gagné en puissance depuis vingt ans, jusqu'à représenter un excédent commercial équivalent à celui de la Chine. Ils ont remplacé l'Union européenne et les Etats-Unis dans la position de partenaire privilégié des pays du monde arabe. Ils mobilisent en effet des moyens financiers que les Européens n'entendent plus mettre sur la table, ce qui a d'ailleurs provoqué l'échec du Processus de Barcelone comme de l'Union pour la Méditerranée. Mais, revers de la médaille, les pays bénéficiaires de cette manne voient leurs structures productrices s'affaiblir, les flux d'immigrés et de personnel qualifiés augmenter, les richesses nationales passer en d'autres mains. Les « synapses de la mondialisation » que sont les métropoles du monde arabe s'intègrent dans le réseau mondial des villes de façon beaucoup plus passive qu'active.

Ce sont en effet les investissements mobiliers internationaux qui stimulent leur croissance. Prenant l'exemple de la ville de Beyrouth au début des années 2000, F. Balanche juge que l'économie libanaise, après la guerre civile, ne pouvait supporter les dépenses immobilières considérables destinées officiellement à redonner à la ville la place de porte d'entrée de l'Occident dans le Moyen-Orient qu'elle avait auparavant. Terrain de trop nombreux conflits, le Levant se trouve désormais à l'écart de la grande route commerciale du Nord-Asie car les gazoducs acheminant les hydrocarbures saoudiens et irakiens contournent désormais cette façade maritime. Les autorités libanaises ont surtout misé sur les marchés de capitaux du Golfe. Ils ont transformé Beyrouth en « une zone de loisir » drainant la riche clientèle venue du Golfe. Le même processus se joue en

Jordanie dans la ville d'Amman et a failli également se jouer au Caire où H. Moubarak avait proposé avant la révolution un projet similaire de transformation de la ville mobilisant des fonds du Qatar. Il fallait détruire des quartiers populaires, d'où sont précisément partis les mouvements de contestation. Dans tous les cas de figure, résume F. Balanche, il s'agit de transposer le modèle urbain de Dubaï (reposant sur une énergie peu coûteuse, une population consumériste, beaucoup de place) à des villes méditerranéennes qui se sont bâties dans un environnement totalement différent.

Avec la crise, le flux d'investissements directs étrangers en provenance des pays du Golfe vers le Maghreb et le Machrek ont connu un net fléchissement, particulièrement en 2011 en raison de craintes redoublées d'instabilité. Mais depuis 2012, la tendance est repartie à la hausse, les pays du Golfe se montrant à bien des égards moins frileux que les Occidentaux et faisant jouer les relais qu'ils ont au sein des gouvernements. Les pays du Golfe connaissant de plus en plus des taux de corruption les plus faibles de la région, beaucoup préfèrent investir dans les projets pilotés par les pays du Golfe plutôt que dans l'économie de leur propre pays. C'est ainsi que se développe dans les métropoles bénéficiant de ces fonds financiers ciblés un entrepreneuriat qui fait défaut dans les autres villes du monde arabe. Ces dernières sont rejetées plus encore à la périphérie de la mondialisation.

Cependant, conclut F. Balanche, cette puissance des pays du Golfe n'est pas dénuée de failles. L'augmentation artificielle du niveau de vie générée par la rente pétrolière entretient une soif de consommation des populations qui ne se contentent plus de l'électricité gratuite et d'un emploi de fonctionnaire. Si le prix du baril de pétrole devenait inférieur à 80 dollars, l'Arabie Saoudite ne pourrait plus assurer ses fins de mois. Il y a donc un risque de déstabilisation interne dans cet ensemble, et par ricochet, un risque de déstabilisation amplifié pour le monde arabe lui-même.

**« L'impact des réseaux sociaux au sein du monde arabe » par Tourya GUAAYBESS, maître de conférences à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand**

Tourya Guaaybess souligne d'emblée la place relative des réseaux sociaux dans le monde arabe, qui ne peuvent s'envisager dans l'absolu car ils

sont portés par les acteurs. De plus ils s'inscrivent dans un espace médiatique préexistant dont ils dépendent dans une très large mesure. Internet et les NTIC, par les investissements en infrastructures qu'ils requièrent et la consommation qu'ils génèrent, auraient pu être des facteurs de croissance considérable dans les pays arabes si la crise économique de 2008 n'avait pas changé la donne.

Mais les disparités, en forte corrélation avec le niveau du PIB national, restent fortes entre les pays eux-mêmes comme le montrent les chiffres, tracés à grands traits par T. Guaaybess. En 2013, 54 millions de personnes, en très large majorité des hommes entre 15 et 29 ans, utilisent Facebook dans le monde arabe, soit 10 millions de plus qu'en 2012. Les pays du Golfe et l'Égypte sont en tête quant au nombre de personnes connectées. Le Maroc et la Tunisie se classent parmi les pays intermédiaires tandis qu'un pays comme le Yémen reste à la traîne. Les données concernant du réseau Twitter révèlent en revanche que son utilisation n'est pas si importante que cela dans les pays arabes, même si, à l'opposé de ce qui se passe pour Facebook, il se singularise par l'emploi dominant de la langue arabe. La surprise vient du réseau LinkedIn, assez présent, en évolution rapide, et rassemblant avant tout des jeunes actifs et non des étudiants ou jeunes diplômés.

Si on jette un regard rétrospectif sur « l'histoire courte » d'Internet dans le monde arabe, on note que les blogs ont été très actifs durant la décennie 2000. Ils ont en effet été les vecteurs d'une plus grande participation politique de la jeunesse, réclamant l'émancipation politique, notamment au Maroc, en Tunisie ou en Égypte. Mais à l'inverse des chercheurs et des observateurs de la région, l'opinion publique dans les pays occidentaux n'a vraiment mesuré la force des réseaux sociaux dans le monde arabe que quand elle les a vus sur les écrans de télévision au moment du « printemps arabe », mis en scène si l'on peut dire de manière beaucoup plus théâtrale. On peut rapprocher ce phénomène de la « découverte » par l'opinion publique de la chaîne de télévision Al-Jazeera lors de l'offensive américaine en Afghanistan en 2001, puis de l'offensive américaine en 2003 en Irak, alors que cette dernière était déjà la plus regardée au 1998. Dans un pays comme l'Égypte l'activisme des blogueurs a permis d'imposer en 2005 plus de transparence dans les élections législatives et a abouti à la mise en accusation devant la justice en

2006 de policiers accusés de violence policière dans la rue. Mais cette visibilité accrue, voire la surreprésentation accordée à certains blogueurs, dans un contexte certes dramatique, ne doit pas pour autant faire passer à la trappe le rôle qu'ont joué les autres médias « traditionnels », et les liens que ces derniers entretiennent avec les réseaux sociaux et les espaces d'information du cyberspace.

Souhaitant sortir d'une analyse un peu trop optimiste et romantique sur l'influence des réseaux sociaux dans le monde arabe, T. Guaaybess commence par récuser la pertinence en la matière du déterminisme technologique. Dans un pays comme le Bahreïn pourtant très pourvu en capacités de connexion, on ne peut pas dire qu'il existe un processus d'évolution politique similaire à celui qui s'est mis en marche en Tunisie. Il ne faut pas non plus sous-estimer la capacité des régimes totalitaires arabes à filtrer et censurer efficacement Internet. Le concept de « confluence médiatique » est bien plus efficient. T. Guaaybess le définit comme « l'imbrication progressive des médias les uns avec les autres, au sein d'un système complet permettant la coexistence de plusieurs formats (papier, audiovisuel, numérique) et de plusieurs médias « presse, télévision, Internet ». Les réseaux sociaux n'ont pas fait que livrer des informations « simplement » reprises dans les autres médias. Les journaux comme la télévision (cf. en Égypte) ont également pris la défense des blogueurs et contribué à rendre visibles leurs discours et leurs arguments. Le concept de « confluence médiatique » est à distinguer de celui de la « convergence numérique ». Celui-ci a le désavantage de ne pas rendre compte suffisamment des dynamiques sociales à l'œuvre dans les dynamiques médiatiques.

Les révoltes de 2011 sont qualifiées de « révolution 2.0 ». Mais selon T. Guaaybess cela présuppose trois choses. Tout d'abord cela laisse à penser que les réseaux sociaux seraient capables de promouvoir la démocratie. Deuxièmement cela sous-entend qu'Internet correspondrait à une rupture historique dans l'histoire des régimes autoritaires, et enfin que les autres médias ne seraient pas capables de promouvoir aussi efficacement les processus de transition démocratique. Une analyse plus fine des faits et des « tendances lourdes » qui se dessinent au sein du monde arabe depuis une dizaine d'années contredisent ces grilles d'analyse. Dans le cas égyptien par exemple, c'est la presse écrite qui a

été le fer de lance de l'ouverture politique, même si certaines hiérarchies sont bouleversées. Le journal *Al-Masry al Youm*, créée en 2003, a dès 2005, en couvrant les élections législatives, doublé ses ventes et dépassé l'organe de presse historique *Al-Ahram*. A l'échelle du monde arabe dans son ensemble, au côté des chaînes satellitaires de plus en plus nombreuses dans les années 2000, s'est surtout engagé un vaste processus de réforme de la télévision, passant par une privatisation partielle des organismes télévisuels nationaux.

T. Guaaybess insiste sur la nécessité de dépassionner le débat et de s'attacher à centraliser les données disponibles sur les médias dans le monde arabe. Ceux-ci n'induisent pas tant le changement et ne sont pas tant selon elle des promoteurs de la démocratie qu'un prisme permettant d'observer et de comprendre les sociétés arabes. Il faut se garder de certaines idées reçues. Ranger dans deux catégories différentes « la jeunesse dorée du Qatar » et « la jeunesse des faubourgs du Caire » en est une. L'Etat-nation reste très au cœur des identités politiques du monde arabe et demeure une autre variable clé à prendre en compte. Si T. Guaaybess partage l'analyse selon laquelle le « printemps arabe » était très difficile à prédire, elle estime qu'une démarche plus analytique des médias aurait pu permettre de mieux discerner davantage certaines évolutions en cours. Il importe également de favoriser les échanges entre journalistes de part et d'autre de la Méditerranée.

### « Sociétés arabes et mondialisation : processus en cours » par Frédéric Volpi, senior lecturer à l'University of Saint Andrews

Les grilles de lecture par trop conservatrices du « printemps arabe » ont empêché en 2011 de prendre la mesure du potentiel de transformation qu'il a représenté. Il en est de même en 2013 regrette Frédéric Volpi qui rappelle que la plupart des analystes ne s'attendaient nullement au « revirement » égyptien. Par capillarité en quelque sorte, cette approche conservatrice déteint sur les politiques étrangères, qui privilégient le *statu quo*. Les gouvernements occidentaux ont majoritairement estimé dans le cas égyptien que le pays ne pouvait être stable sans une institution militaire forte.

Les données statistiques elles-mêmes peuvent induire en erreur, à l'instar du FMI estimant, juste avant le démarrage de la révolution, que la Tunisie supportait assez bien la crise financière. F. Volpi se refuse donc à poser un jugement précis sur l'évolution des sociétés arabes. Les mobilisations peu structurées (ou « révolutions sans leader ») qui caractérisent le « printemps arabe » restent cependant suffisamment rapides et importantes pour déborder les politiques sécuritaires et les mécanismes institutionnels existants.

La popularité de l'islamisme électoral au sein des sociétés arabes s'est confirmée. Elle se cristallise dans deux mouvances principales : celle de l'« islamisme pragmatique » (Frères musulmans) et celle de l'islamisme dogmatique (salafistes). L'inconnu réside dans la domination que pourrait prendre à moyen terme les dogmatiques sur les pragmatiques qui se heurtent aux difficultés dans l'exercice du pouvoir. L'essor de l'islamisme quiétiste, ultraconservateur et apolitique se confirme également dans tous les pays du monde arabe. Il se refuse à toute participation politique formelle mais il est partisan d'un activisme social et politique renforcé (cf. mouvement al charia en Tunisie).

Enfin, F. Volpi note le retour sur la scène régionale du djihadisme armé transnational. Un temps affaibli, ce dernier bénéficie désormais de deux dynamiques qui paraissent de nature à se perpétuer sur le long terme. Tout d'abord, les difficultés des nouveaux régimes, faisant un trop grand usage de l'appareil sécuritaire, ont entraîné une remobilisation de la jeunesse révolutionnaire. De plus, les réseaux djihadistes ont su tirer parti de leur schéma d'organisation préexistant en faisant fi des frontières. Ils ont ainsi pu profiter de toutes les opportunités de recrutement et d'approvisionnement (en puisant dans les moyens laissés sans maître après la chute du régime libyen par exemple). De même, au niveau idéologique, ils font feu de tout bois, de la confrontation frontale avec l'Occident (cf. le Mali) au soutien indirect aux nouveaux régimes militaires (cf. l'Egypte). L'insuffisante compréhension par les gouvernements occidentaux de ces synergies régionales ne fait que renforcer ces mouvements islamistes.

L'enjeu principal, déjà évoqué, reste selon F. Volpi d'éviter une montée de la violence, comme cela peut être facilement le cas en période post révolutionnaire.